

# SpeedUP



## Appel à solutions

<b>Donneur d'ordre</b>	Ministère de la Digitalisation
<b>Objectifs de l'appel à solutions</b>	<p>Dans le cadre du <a href="#">NIF (National Interoperability Framework, ou cadre d'interopérabilité national)</a> qui vise à faire progresser, dans le domaine du gouvernement numérique, le secteur public luxembourgeois en matière d'interopérabilité, le Comité national pour l'interopérabilité (CNI) a décidé d'analyser le potentiel d'optimisation des contenus web des organismes du secteur public luxembourgeois et a ainsi inséré dans le plan d'action national en matière d'interopérabilité, l'étude Open Web Content.</p> <p>En effet, aujourd'hui, tout contenu web est encodé par chacune des administrations dans son CMS respectif, même si le contenu existe déjà sur un autre site web ou application publique. Cette multiplication des efforts réduit non seulement l'efficacité de l'administration publique, mais peut aussi être source d'erreurs et d'incertitude.</p> <p>Le ministère de la Digitalisation veut donc <b>analyser l'impact et la faisabilité de la mise à disposition du contenu web des organismes du secteur public luxembourgeois par le biais de fichiers ouverts aux autres entités publiques et le secteur privé</b> afin que les parties intéressées puissent réutiliser ce contenu sur leurs plateformes.</p> <p>En plus de la faisabilité, l'étude doit <b>définir les standards technologiques, sémantiques, mais aussi organisationnels</b>, pour garantir la réutilisabilité automatique des contenus par le plus grand nombre d'applications et de technologies.</p>

<b>Type de solution recherchée</b>	- Étude de faisabilité, de l'existant, de l'impact potentiel et des solutions potentielles
<b>Critères de sélection</b>	- Qualité de l'offre (approche, niveau de détail, complétude, etc.) soumise - Structuration de l'étude - Planning proposé
<b>Standards à respecter</b>	Non applicable
<b>Détails concernant l'IP et autres</b>	Non applicable
<b>Délais du dépôt de l'offre</b>	25 octobre 2022
<b>Calendrier du suivi</b>	Délais pour les questions : 15 octobre 2022 Réunion d'information optionnelle : 17 octobre 2022
<b>Contact en cas de question et pour l'inscription à la réunion d'information</b>	<a href="mailto:cciop@digital.etat.lu">cciop@digital.etat.lu</a>

**Descriptif du  
problème/défi à  
résoudre**

Aujourd'hui, chaque organisme du secteur public luxembourgeois est seul responsable des contenus publiés sur ses plateformes en lignes, site web, applications ou autres. Les raisons de cette situation en silo sont de nature à la fois technique et organisationnelle. Cette approche ne génère cependant que très peu de synergies et d'avantages et ce notamment en raison d'un manque d'interopérabilité. Dans une **optique de fédérer ces synergies et d'en retirer des avantages, le ministère de la Digitalisation veut analyser l'impact et la faisabilité de la mise à disposition du contenu web des organismes du secteur public luxembourgeois par le biais de données ouvertes réutilisables.**

**La solution proposée par l'étude devrait analyser comment :**

- publier – par défaut ou aussi par défaut et systématiquement ou aussi systématiquement que possible – le contenu des sites internet du secteur public comme des données ouvertes standardisées réutilisables par d'autres organismes du secteur public ou du secteur privé ;
- publier par défaut aussi systématiquement ce contenu web ouvert comme données ouvertes sur le portail data.public.lu ;
- gagner ainsi en efficience en évitant la production inutile du même contenu ou d'un contenu similaire par différents acteurs du secteur public ;
- gagner ainsi en qualité en évitant que des informations divergentes, erronées ou partiellement plus à jour soient publiées par différents organismes du secteur public ;
- gagner en portabilité et permettre le partage du contenu via l'utilisation de données ouvertes standardisées ;
- gagner en user centricity en permettant la réutilisation facile et efficiente d'informations sur plusieurs sites Internet en fonction des besoins spécifiques des utilisateurs concernés ;
- gagner en transparence en publiant les contenus pertinents de manière plus standardisée sur plus de sites web en fonction des besoins spécifiques et contextuels des utilisateurs ;
- gagner en impact et en diffusion en permettant la réutilisation et la rediffusion de contenu web par d'autres organismes du secteur public ou du secteur privé.

**Les objectifs de l'étude sont donc :**

- d'évaluer la faisabilité organisationnelle et technique ainsi que l'impact d'une publication systématique ou quasi systématique du contenu web come données ouvertes réutilisables ;
- d'analyser le paysage web du secteur public existant et proposer des approches efficientes (organisationnelles, sémantiques et techniques) pour construire sur cet existant pour pouvoir avancer de manière efficiente et réaliste dans la direction d'un contenu web publié par défaut comme données ouvertes ;
- de proposer des standards et solutions de données ouvertes les plus appropriées pour atteindre les objectifs décrits ci-dessus.

**Ce concept devrait donner lieu à de multiples avantages :**

- En tant qu'organisme du secteur public ou privé, je peux réutiliser du contenu web dans un format ouvert en évitant de devoir produire moi-même ce contenu ou de devoir le ré-encoder . En cas de besoin, les informations peuvent être mises à jour de manière rapide par l'organisme compétent ce qui se répercute directement sur les contenus en question sur mes plateformes. Je peux également optimiser mes investissements en web et application design en réutilisant les contenus web ouverts.
- En tant que créateur d'une nouvelle plateforme ou technologie, je peux facilement utiliser et réutiliser les contenus web ouverts des organismes du secteur public luxembourgeois pour créer de la plus-value pour mes utilisateurs parce qu'ils sont accessibles sous un format ouvert et standardisé sans formatage relatif à une technologie quelconque.
- En tant qu'utilisateur intéressé, je trouve facilement les informations fiables, correctes et à jour des organismes du secteur public luxembourgeois parce qu'elles sont publiées notamment sur le portail Open Data du gouvernement, structurées de façon à optimiser

leur référencement par les moteurs de recherche et publiées dans de nombreux sites web ou applications en fonction des besoins respectifs des utilisateurs spécifiques concernés.

- En tant que personne handicapée, je peux facilement accéder au contenu des organismes du secteur public luxembourgeois, car leur contenu web ouvert est, vu qu'il s'agit de données ouvertes, entièrement séparé de tout formatage graphique qui pourrait interférer avec le bon fonctionnement de mes applications d'accessibilité ou m'empêcher de modifier la présentation du contenu en substituant des règles de présentation alternatives.